

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 148
29 avril 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

LE CONGRES NATIONAL DU SNES DE PERPIGNAN A PERMIS A L'APPAREIL DE FAIRE AVALISER SON ORIENTATION DE COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON

Du 23 au 27 mars, s'est tenu à Perpignan, le congrès national du Snes.

Regroupant 445 délégués des différentes académies, préparé par des congrès académiques, le congrès est l'instance qui détermine l'axe de l'orientation pour deux ans. Autant dire que le congrès national du Snes représente un enjeu politique déterminant. Il faut ajouter à cela le contexte dans lequel le congrès s'est tenu. Après plusieurs semaines de mobilisation de nos collègues du supérieur et des étudiants, le 20 mars, Darcos par courrier adressé aux secrétaires généraux des fédérations de l'enseignement, confirmait la mise en œuvre de la réforme des concours et de la mastérisation dès la rentrée 2009 et qui « va se mettre en place de façon définitive en 2010-2011 ». L'ouverture de discussions pour cette mise en œuvre était prévue dès le vendredi 27 au ministère. Le « report » dans le domaine ne concernant d'ailleurs que l'organisation du concours nouvelle formule, dans la mesure où les maquettes des master ne sont pas remontées des universités.

Pendant la même période, Descoings, représentant du ministère faisait la tournée des CVL de France et de Navarre, afin de « dialoguer » avec les lycéens, et appuyé sur les « 16 points de convergence », préparer la rédaction d'un rapport d'étape à la mi-mai. Les premières fuites organisées dans la presse, mi-avril, montrent les axes retenus : semestrialisation, modularité des enseignements, et diminution des horaires d'enseignement. Cela ne peut étonner, puisque de fait, par l'expérimentation qui aura lieu à la rentrée prochaine dans 115 établissements, et l'annonce des nouveaux programmes, notamment celui de mathématiques, on savait déjà que le report n'est qu'une fable, puisque dès la rentrée prochaine des éléments de la réforme commenceront à s'appliquer.

C'est dans ce cadre que notre courant a pu mener le combat pour le retrait de la réforme des concours, et le retrait définitif de la réforme des lycées, puisque nous disposions d'un délégué au Congrès national. Les conditions de ce combat disproportionné a priori n'étaient pourtant pas si difficiles et isolées qu'il peut paraître au premier abord. En effet, les congrès académiques qui préparaient le congrès national, sous la pression du mouvement à l'université, avaient pris position pour le « retrait de la réforme des concours », ainsi à Créteil, Versailles, Lille, Nantes, Strasbourg, Rouen, Nancy-Metz, Grenoble ou Clermont. Il faut ajouter que d'autres congrès avaient utilisé d'autres formules, « refuser en l'état » pour Lyon, « ne pas accepter même le report » pour Orléans, quant à Caen, Poitiers ou Besançon ils qualifiaient le projet du gouvernement d'inacceptable. Pour autant jusqu'au moment où le congrès s'est ouvert, et pendant deux jours encore la direction du Snes s'était toujours refusé à se prononcer pour le retrait, et même a présenté la lettre de Darcos du 20 mars, comme une évolution positive. Finalement, la direction s'est ralliée à la formule qu'avait adoptée la direction de la FSU quelques jours auparavant, « l'abandon de la réforme », assortie de la demande d'ouverture de « vraies négociations ».

C'est précisément ce genre de formulation diplomatique adressée avant tout au gouvernement, et l'assurant de la volonté de poursuivre les discussions qui avait permis à celui-ci d'affirmer que la contre-réforme des concours s'appliquerait. Cette formulation a permis à la direction de reprendre la main sur la tendance U et A, et de faire en sorte que la volonté des syndiqués qui avait pu s'exprimer dans les congrès académiques disparaisse du congrès national. C'est cette formulation qui a permis que F. Rollet une des cosécétaires du Snes, se rende au ministère, alors que le congrès n'était même pas refermé, le vendredi 27

mars. Cette formule de l'abandon ayant aussi reçu le soutien des principales tendances minoritaires, (école émancipée et PRSI). Seul le courant Front unique s'est situé en permanence sur le terrain du retrait de la réforme des concours et la rupture des discussions sur ce terrain avec le gouvernement. C'est sans doute ce qui a permis qu'elle recueille un nombre de voix non négligeable.

La question de la réforme des lycées a elle aussi surgi, mais les débats tels qu'ils se sont déroulés, n'ont été que l'ombre déformée de la volonté des enseignants. De fait les congrès académiques, sur cette question n'avaient pas pris de position claire pour le retrait de la contre-réforme des lycées. La bataille s'est déroulée donc sur le terrain des garanties pour de « bonnes discussions » avec le gouvernement, l'académie de Lille réclamant que le Snes se prononce pour le rejet de la semestrialisation de façon catégorique en exigeant un vote par mandat (où le nombre de syndiqués de chaque académie est compté strictement dans le résultat du vote). Après un vote favorable à l'amendement de Lille, les dirigeants ont trouvé des « erreurs » leur permettant le surlendemain du vote et le lendemain de l'annonce publique du résultat devant le congrès d'obtenir un résultat contraire, retournant donc la majorité. Là encore seul le courant Front Unique a exigé de manière claire le retrait de la réforme des lycées, la dénonciation des 16 points de convergence, le refus de participer à la commission Descoings, un mot d'ordre central de refus de l'expérimentation.

Intervention dans le débat général du délégué Front Unique, Julien Barathon :

(précision, alors que les tendances ont droit à une intervention de 10 minutes, Front Unique ne disposant pas de représentation à la CA nationale, s'est vu attribué 3 minutes, qui s'étaient transformées en 2 minutes 30 au moment d'intervenir à la tribune)

« Je tiens d'abord à protester contre le temps réservé à l'expression du courant front unique, qui s'il n'est pas représenté à la CA nationale, existe notamment dans la FSU. Je ne le ferai cependant pas longtemps car je n'en ai pas le temps.

Ce qui cadre politiquement le congrès c'est la crise. En effet la question qui se pose c'est qui paiera cette crise. Les gouvernements veulent la faire payer aux masses, mais les travailleurs et la jeunesse s'y refusent comme le manifestent la présence de 3 millions de personnes dans les rues le 19 mars. Mais la plateforme de l'intersyndicale ne reprenait pas leurs revendications réelles : arrêt des licenciements, des suppressions de postes dans la fonction publique, retrait des contre-réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon, augmentation des salaires. Satisfaire ces revendications nécessite d'engager le combat contre le gouvernement, ce que ne permet pas la méthode des journées d'action. Au contraire il faut se pencher sur l'exemple de la Guadeloupe : Le LKP a réalisé le front unique des organisations syndicales, il a appelé à la grève générale, il a refusé de céder sur la question des 200 euros. C'est ce qui a permis une immense mobilisation qui a fait reculer le gouvernement.

A l'université aussi, le snesup tant qu'il a repris les revendications des enseignants du supérieur (retrait de la réforme du statut, retrait de la réforme des concours) tant qu'il a refusé de coélaborer le décret avec le gouvernement, il l'a empêché de s'avancer...

J'ai entendu Frédérique Rollet dire que sur les concours le gouvernement avait reculé. Je ne suis pas d'accord c'est un leurre. La lettre aux secrétaires généraux des fédérations de l'enseignement le rappelle : la réforme s'appliquera en 2010-2011.

D'ores et déjà il faut un master pour s'inscrire aux concours, les autres ne sont que tolérés par dérogation.

L'augmentation drastique du temps d'enseignement modifie le statut de stagiaire, existera-t-il encore ? Des milliers de postes seront ainsi supprimés.

Les stages 108 heures se mettent en place.

L'enjeu de notre congrès c'est de se prononcer, comme l'a fait le congrès de Clermont pour le retrait de la réforme des concours...

(interruption du président : tu as fini !)

La réforme des lycées, on nous dit qu'elle est repoussée, voire... l'expérimentation se fait sur la base de la réforme Darcos. Les programmes qui entreront en vigueur à la rentrée le montrent, celui de mathématique

contient une part obligatoire, et une part modulaire. Descoing, repart des 16 points de convergence qui contiennent l'essence de la réforme des lycées.

L'enjeu de notre congrès c'est d'obtenir le retrait définitif de la réforme des lycées, donc de dénoncer les 16 points de convergence, et de refuser de se rendre à la commission Descoing.

(nouvelle interruption du président)

Le congrès doit mettre les forces du syndicat au service du combat contre l'offensive du gouvernement Sarkozy-Fillon contre l'enseignement secondaire et le statut des personnels. C'est dans la FSU combattre pour la réalisation d'un front uni contre le gouvernement et le MEDEF afin de faire vivre le mot d'ordre : « nous ne paierons pas votre crise ».

Motions déposées et soumises au vote du Congrès par le courant Front Unique.

Motion concours :

« Le congrès national de Perpignan constate que le report annoncé de la réforme des concours est une manœuvre destinée à mettre en œuvre dès la rentrée prochaine la « mastérisation » et appliquer l'intégralité de la contre-réforme, qui « va se mettre en place de façon définitive en 2010-2011 » (lettre de Darcos aux secrétaires généraux des fédérations de l'enseignement) :

-dès cette année un master est nécessaire pour s'inscrire au capes, les autres cas ne sont que des dérogations exceptionnelles

-le service des stagiaires sera encore augmenté (2/3 du service) et ils seront employés à boucher les trous laissés béants par les fermetures de postes du budget 2009, tout comme les stagiaires 108 heures.

Le congrès se prononce donc pour le retrait de la réforme des concours et de la « mastérisation ». Il annonce que le Snes ne prendra pas part aux discussions chargées d'aménager la mise en œuvre de cette réforme, et donne mandat à sa direction pour qu'elle défende cette position dans la FSU. »

38 pour, 383 contre, 9 abstentions, 15 NPPV.

Motion lycée

« Le congrès de Perpignan, constatant que le gouvernement avance dans la mise en œuvre de sa réforme dès la rentrée 2009 (expérimentation, nouveaux programmes) :

-se prononce pour le retrait définitif de la réforme des lycées.

-il dénonce les 16 points de convergence signés en juin 2008 ;

-il déclare publiquement que le snes ne se rendra pas à la convocation de la commission Descoing ;

-exige l'arrêt de toute expérimentation de la réforme des lycées dès la rentrée prochaine, et de la mise en œuvre des nouveaux programmes. »

18 pour, 400 contre, 3 abstentions, 14 NPPV.

(nb : le courant Front Unique empêché par un règlement anti démocratique de présenter une liste nationale ne soutient aucune liste en présence au plan national pour des raisons que ce compte- rendu explique contrairement à ce que laisse entendre l'appel à voter Emancipation. Pour plus de précision consultez notre site frontunique.com)

Nous vous invitons à vous porter candidat
sur la liste du Courant FRONT UNIQUE
pour les prochaines élections dans la FSU

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com